

L'Argentine dans les griffes des vautours



Par Guillermo Alvarado

La population argentine devra assumer une lourde dette car le gouvernement néolibéral de Mauricio Macri s'est plié devant les fonds vautours qui exigent le paiement de 100% des bons de l'État qu'ils avaient rachetés à des prix d'occasion lors de la grave crise financière de 2001, une crise qui en a fini avec le gouvernement du président Fernando de la Rúa.

Ces fonds, connus aussi sous le nom de "fonds de capital à risque" ou "holdouts" achètent les dettes des entreprises, des sociétés ou des pays en faillite ou en cessation de paiement dans le but de se faire rembourser ensuite de façon intégrale, plus les juteux intérêts.

Sur le marché financier, tout comme dans la forêt, il y a aussi des charognards. Ils calculent tous leurs mouvements, ils agissent avec leur plus beau sang froid pour tirer le maximum de profit de leurs victimes.

Le terme "holdout", les définit très bien. En français cette expression pourrait être traduite par "celui qui restera en dehors" car ils ne participent à aucune négociation pour restructurer des dettes, étant donné que leur but n'est pas de faire des concessions pour récupérer le capital original, mais saigner jusqu'à la dernière goutte leurs débiteurs

En littérature, un similé exacte serait le marchand de Venise, Shylock, que William Shakespeare a si bien décrit dans son drame homonyme, qui en échange de la dette impayée du commerçant Antoine, lui exige une livre de chair de son corps, coupée en plus le plus proche du cœur possible.

C'est ce que les fonds vautours s'appêtent à faire avec l'Argentine, après que Macri leur ait fait l'offre généreuse de négocier les paiements à partir de leurs exigences. Selon des experts, cette décision va entraîner une dette supplémentaire de jusqu'à 20 milliards de dollars.

L'affaire est parfaite pour ces usuriers des finances contemporaines. Ils ont acheté ces bons à 20 ou 30% de leur valeur et ils se font rembourser la totalité, plus les intérêts.

C'est justement pour cette raison que l'ex présidente Cristina Fernández avait refusé d'accepter les exigences des fonds vautours et elle a rejeté les verdicts du juge étasunien Thomas Griesa, qui, dans un verdict extra-territorial, a violé la souveraineté du pays sud-américain en voulant l'obliger à offrir le cou aux pics des vautours.

Le consortium étasunien American Task Force, AFTA, qui englobe NML Capital et Elliot Management, les deux principaux fonds d'investissements spéculatifs qui s'appêtent à saigner à blanc l'Argentine.

La direction de NML, rappelons-le est entre les mains de Paul Singer, l'un des principaux sponsors financiers du Parti Républicain et actionnaire de la firme Iron Mountain, à laquelle Macri a remis un prix en 2009 lorsqu'il était le chef du gouvernement à Buenos Aires. Une simple coïncidence?

Brefs, les nouveaux marchands du capitalisme, les pirates du monde moderne s'appêtent à couper leur livre de viande le plus près possible du cœur de l'Argentine, une autre promesse accomplie du gouvernement de changement de Mauricio Macri. FIN

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/85053-largentine-dans-les-griffes-des-vautours>



Radio Habana Cuba